

## DU CÔTÉ DES REVUES

### **A CONTRARIO**

vol. 5, n° 2–2008 : **La Palestine et les conflits du Moyen-Orient**

(Éditions Antipodes, Lausanne, 216 p., 28 FS ou 20 €)

[Pour son dixième numéro, la revue publie les actes d'une sélection de contributions à un colloque « Le Moyen-Orient de conflits en conflits » qui s'est tenu fin 2006 à Genève. La question palestinienne a été retenue comme entrée privilégiée pour rendre compte de la façon dont s'organisent et se déploient dans le Moyen-Orient contemporain la violence, ses images et ses symboles. Un premier bloc d'articles en décortique différentes facettes, à commencer les conceptions et l'impact de l'aide internationale du processus d'Oslo jusqu'à la victoire électorale du Hamas et les mutations du leadership palestinien. On y insiste sur le processus de développement « régressif » qui ne cesse de dominer le paysage économique. La question du « droit au retour » des réfugiés est étudiée tant dans sa dimension politique qu'humanitaire.

De façon prophétique l'analyse de la politique et de l'armée israélienne conduit à affirmer que « les décideurs politiques et militaires pourraient être tentés de recourir à une sur-violence démonstrative sans finalité strictement militaire ». La guerre du Sud-Liban et celle de la bande de Gaza illustrent ce type d'opérations. L'Irak et l'Iran constituent également des thèmes de réflexions importants de ce dossier. Pour l'Irak, la rente pétrolière y est présentée comme prélude à « l'État défaillant ». L'arc de conflictualité serait incomplet sans l'analyse de la politique arabe de l'Iran, notamment sur les théâtres irakien, libanais et palestiniens.]

161

### **ALTERNATIVES SUD**

Vol. 19–1-2009 : **Contre le travail des enfants ?**

(Syllepse/Cetri, 178 p., 18 €)

[Ayant pour but de relayer au Nord des points de vue du Sud critiques du modèle dominant et de l'état actuel des rapports Nord-Sud, la revue, portée par le Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve en Belgique, nous offre à travers ce numéro un ensemble de contributions qui éclaire de façon extrêmement originale la problématique du travail des enfants en soulignant combien une question d'apparence consensuelle polarise des approches très différentes. Il s'agit du sort d'environ 220 millions d'enfants en situation de travail dont la cartographie se superpose avec celle de la pauvreté du monde. Car au moment où le revenu du ménage chute à un niveau inférieur à celui du seuil de subsistance, tout bascule et les enfants sont les premières victimes du délitement de la famille. Un engrenage se met en place. L'accroissement du travail infantile exerce à son tour une pression baissière sur le travail des adultes. On quitte alors des formes de socialisation traditionnelles pour entrer dans des formes de mise au travail contraintes (vente des enfants, esclavage, servitude pour dettes, exploitation sexuelle, enfants soldats, travaux exténuants, etc.).

Jusqu'ici la tentation dominante a été de réclamer l'abolition de toutes les formes de travail des enfants, mais, depuis les années 80, des mouvements d'enfants travailleurs revendiquent, souvent en liaison avec des syndicats d'adultes, le droit à un travail «digne» et se socialisent à travers des luttes revendicatives. Bref faut-il protéger l'enfant *au* travail ou le protéger *du* travail? Ces mouvements des enfants travailleurs bousculent le paradigme dominant de l'enfance en reliant les luttes pour (et avec) les enfants aux luttes plus générales en faveur d'un monde plus juste et plus solidaire. Au-delà d'un remarquable balayage des causes et formes diverses du travail des enfants, ainsi que des études de cas des différents continents du Sud, l'intérêt majeur de ce dossier est de pointer les approches controversées dont acteurs, chercheurs et institutions spécialisées débattent désormais dans la recherche de solutions.]

***ETOPIA, revue d'écologie politique***

n° 4 – juin 2008 (semestriel) : **Économie/Écologie/Gauche**

(Les éditions namuroises, 290 p.)

[Le numéro se dédouble en deux dossiers qui ne sont pas sans rapports. Le premier – Économie et écologie – se propose de remettre la science économique traditionnelle à une modeste place pour valoriser «l'économie écologique» (notamment l'article de John Gowdy et Jon D. Erickson) et explorer ses synergies avec «l'économie institutionnaliste». On trouvera dans ce dossier des approches de nature théorique ou conceptuelle, des articles plus descriptifs pour intégrer à l'économie les enjeux écologiques en prenant appui sur l'expérience wallonne ou bruxelloise, et enfin des contributions qui interrogent la démarche d'une économie «verte» et la nature des liens entre choix écologiques et choix sociaux. Il y est affirmé qu'en se concentrant sur l'amélioration des technologies utilisant l'énergie fossile, on relègue au second plan les mesures visant à encourager le développement de solutions alternatives. L'une des affirmations centrales de ce dossier est d'avancer que l'école de pensée de l'économie écologique représente la candidate la plus crédible pour constituer une alternative intégrale à l'orthodoxie néoclassique. Vaste ambition! La où l'économie de marché reflétée par le PIB se centre sur la question du *comment?*, l'économie écologique propose de substituer une économie de projet(s) centrée sur la question du *pour quoi?*

Le second dossier «Gauche: Verts!» confirme que les écologistes n'aiment pas répondre à la question fatale (de gauche ou de droite?) car c'est le clivage qu'ils veulent transcender parce qu'ils partent du principe qu'il faut «faire des alliances avec ceux qui feront le plus avancer ce qui est vraiment le plus important pour le plus grand nombre».]

***ÉTUDES INTERNATIONALES***

vol. 39 n° 3 – septembre 2008

(Université de Laval, Québec, Canada, [www.erudit.org](http://www.erudit.org))

[Cette très ancienne revue d'analyse des relations internationales offre l'avantage d'être publiée en langue française au Canada. La présente livraison regroupe divers articles sur la théorie des relations internationales et la notion de société internationale. On notera l'article de Jean-Christophe Graz, enseignant à l'Université de Lausanne, qui s'interroge sur les limites du concept de gouvernance, largement dominant depuis deux décennies, pour rendre compte de l'émergence d'acteurs non étatiques sur la scène mondiale et la façon dont ceux-ci parviennent à institutionnaliser leur influence. On

assiste à l'irruption d'«institutions hybrides» qui s'inscrivent dans une nouvelle configuration du pouvoir à l'échelle internationale et dans une rupture dans les modes de régulation du capitalisme reproduisant des asymétries et créant de nouvelles hiérarchies.

La contribution de Mamoud Zami, de l'Université de Tunis, est consacrée au Conseil des droits de l'homme des Nations unies mis en place en 2006 malgré la réticence d'Israël et des États-Unis, notamment pour «mettre fin à la pratique du deux poids deux mesures». L'étude exprime un doute sérieux sur les réformes institutionnelles entreprises permettant au Conseil de mettre en œuvre ses capacités et son efficacité.]

### **GEOECONOMIE**

n° 47–automne 2008 : **La finance internationale en ébullition**

(Choiseul éditions, 144 p., 20 €)

[S'appuyant sur l'interview d'Alberto Alesina, l'éditorial du numéro parie que les États-Unis sortiront plus rapidement de la crise que leurs partenaires européens et que dans vingt ans ils auront accru leur avance économique sur eux, la Chine et l'Inde venant s'intercaler en deuxième position. L'interviewé s'inquiète que la crise actuelle, qu'il considère comme conjoncturelle, puisse valider «les méfaits de la mondialisation, voire du capitalisme en général» et en incrimine la responsabilité aux hommes politiques. À ses yeux, elle ne «dégènera et deviendra réellement grave que si nous commettons l'erreur de céder aux tentations économiques d'inspirations strictement étatistes».

Dans la longue interview qu'il accorde à la revue, Gérard Kébabdjian reconnaît que si la crise immobilière et financière va ébranler le modèle de surconsommation fondé sur l'endettement des États-Unis, rien ne permet d'affirmer qu'on va assister à la crise finale du capitalisme. Selon lui la crise actuelle offre peut-être une opportunité pour réformer les deux piliers du capitalisme actuel : la financiarisation excessive et l'économie d'endettement. Mais il ne faut pas s'attendre à une refondation du capitalisme de l'ampleur de ce qui s'est passé après la crise de 1929, faute de conflit historique entre systèmes antagonistes. L'interviewé est frappé par «l'absence à peu près totale de contre-pouvoirs ou d'alternative crédible à l'échelle nationale comme à l'échelle planétaire, au pouvoir de la finance».

Pascal Junghans, journaliste à *La Tribune*, étudie l'émergence des fonds souverains venus du Sud, à origine principalement pétrolière, gazière ou diamantaire, et souligne que la visée patrimoniale figure au premier plan de leur stratégie et qu'ils reflètent un double basculement du monde : du Nord vers le Sud et vers un monde totalement financiarisé. Denis Durand, économiste et secrétaire du syndicat CGT de la Banque de France, s'interroge sur l'hégémonie du dollar qui voit sa place de plus en plus contestée ainsi que l'ordre monétaire qu'elle a engendré. Cette situation est porteuse d'un «haut potentiel de conflits» qui pousse l'auteur à suggérer des pistes de réformes qui pourraient passer par «un renversement d'alliance de l'Union européenne, en vue de coopérer avec les pays émergents et en développement pour remettre en cause l'hégémonie monétaire américaine».

Hors dossier, Jean-Paul Maréchal livre le second volet d'une longue et passionnante étude sur la dimension économique du changement climatique et passe en revue les principales controverses autour desquelles se noue le débat scientifique, notamment de la répartition dans l'espace et dans le temps des coûts d'adaptation ou de la nature des politiques à impulser.]

**INFORMATIONS ET COMMENTAIRES**

n° 145–octobre/décembre 2008: **Comme un bruit de craquement**  
(60 p., 11 €, 1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc)

[Publiée par l'Association pour un Nouveau Développement cette revue consacre le dossier de sa dernière livraison à différents risques portés par la crise. Dans l'éditorial, Patrice Allard considère qu'on ne peut réduire cette crise à ses seuls aspects financiers et propose de la penser «comme étant d'emblée productive et financière» et de portée mondiale, car il s'agit d'une «crise du processus de mondialisation qui s'est développé depuis les années 80». Deux déséquilibres majeurs apparurent: des normes de rendement attendu des titres financiers exorbitants et des déséquilibres de balances commerciales. L'auteur en appelle à une réponse globale, mais doute que le G20, le FMI ou les Nations unies puissent en être l'organisateur. Mais l'ordre mondial a évolué, ouvrant aux pays du Sud plus de capacités à peser sur les décisions qui les concernent.

Noël Tenin, tirant le bilan de «l'hyper-rentabilité financière», considère qu'il faut s'atteler à «remettre en place les éléments qui ont permis la grande période de prospérité des trente glorieuses». L'interview de l'un des dirigeants de la Cnuced (Heiner Flassbeck) confirme le rôle que cette institution veut voir jouer à l'ONU dans la résolution de la crise. S'interrogeant sur la dangerosité du monde, Patrice Jorland conteste que l'ordre international de la guerre froide était stable et considère que cette thèse permet d'entretenir la peur du temps présent. Au-delà du fiasco international de G.W. Bush, la crise «laisse entrevoir une possibilité de changement de cap» qui ne sera pas le retour aux politiques de rapports de force et d'alliances hostiles du XIX<sup>e</sup> siècle. On notera un article fort documenté de Charles Lancha qui éclaire différents aspects de l'évolution récente de la vie politique bolivienne.

L'ensemble du numéro est complété par un dossier documentaire sur le «conflit israélo-palestinien» qui comprend un extrait du Rapport de la Cnuced sur l'économie palestinienne et montre combien l'Autorité palestinienne a été démunie systématiquement de tout moyen pour affronter les lourds problèmes auxquels elle est confrontée.]

164

**L'ÉCONOMIE POLITIQUE**

n° 41–janvier 2009: **Où en est le partage des richesses en France?**  
(112 p., 12 €, 28 rue du Sentier, 75002 Paris)

[Dans l'éditorial de la revue, liée à *Alternatives économiques*, Christian Chavaigneux s'interroge sur les déboires de l'idéologie libérale que certains verraient déjà terrassée par les mesures économiques adoptées par décideurs pour contrer la crise. C'est aller à ses yeux un peu vite en besogne tant que les rapports de force n'auront pas dégagé clairement une issue. Mais surtout ajoute-t-il, faute de modèle alternatif disponible, «ce qui se joue actuellement est peut-être plus une réinvention du libéralisme que sa disparition progressive».

Dans un long article, Denis Clerc revient sur les changements de la répartition de la richesse en France depuis 1970 et questionne principalement l'analyse de Michel Husson qui conclut à une «baisse tendancielle de la part salariale». Tendence que réfute D. Clerc qui observe que le «partage salaire/capital apparaît relativement stable au cours du temps» à l'exception d'une «bosse» centrale favorable aux salariés pour la période 1974-1986 qu'il explique «comme le temps de digestion du choc qu'a représenté le passage d'une période de croissance rapide à une période de croissance ralentie».

On notera également une étude sur Paul Krugman et sur sa place particulière dans le débat économique contemporain.]

### **MONTHLY REVIEW**

vol. 60 n° 6–november 2008 : **Beyond Capitalist Ecology**

(Monthly Review Press, New York, 65 p., 12 € ; [www.monthlyreview.org](http://www.monthlyreview.org))

[Ce numéro–« au-delà de l'écologie capitaliste » – poursuit la réflexion engagée dans une précédente livraison autour du thème « l'écologie: le moment de vérité ». Il est coordonné par les mêmes responsables–John Bellamy Foster, Brett Clark et Richard York. Dans un article d'ouverture John Bellamy Forster indique qu'une perspective écologique est indispensable pour appréhender les limites du capitalisme ou les effondrements des expériences socialistes, et qu'aujourd'hui, la transition au socialisme et la transition vers une société écologique ne font qu'une. Brett Clark et Richard Yorh ne croient pas que les mécanismes du marché puissent suffire à intégrer les défis environnementaux dans le processus d'accumulation du capital. Le croire serait ignorer, à leurs yeux, les racines de la crise écologique qui découle de la subordination de la nature au processus d'accumulation lui-même. Ce qui ne signifie pas qu'il serait impossible de mettre en œuvre des mesures dans le cadre du système actuel, dès lors qu'elles s'inscriraient *contre la logique interne* de ce système. Ils en proposent l'illustration à travers deux études de cas: l'usage des sols et la liaison entre énergie et changement climatique. Victor Wallis, directeur de la revue *Socialism and Democracy*, s'attache à répondre à ceux qui nient le rôle de l'activité humaine dans la crise climatique et à ceux qui considèrent que le projet de « verdir » la société ne peut s'imaginer que dans un cadre capitaliste.]

165

### **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES**

n° 2963–21 janvier 2009: **Crise: la faute à ... la finance ?**

(La Documentation Française, 48 p., 4,70 €)

[La crise économique ayant orienté les projecteurs sur la finance, le dossier proposé rassemble des contributions qui interrogent sur le rôle de celle-ci dans l'apparition de celle-là. Très vite le questionnement porte sur la responsabilité des mathématiques financières souvent à l'origine des modèles utilisés par les institutions bancaires qui ont élaboré des produits financiers de plus en plus sophistiqués. Il se dégage le sentiment que connaître le risque et le modéliser ne permet pas nécessairement de le maîtriser. Les experts (Denis Chemillier-Gendreau, Elyès Jouini, Stéphane Jaffard) sont mobilisés et défendent leur discipline. Le président de la Société mathématique de France suggère même que la crise financière serait plutôt le signe d'une utilisation insuffisante des mathématiques, tout en s'interrogeant sur la déontologie de l'activité des mathématiciens: doivent-ils travailler à enrichir le système bancaire ou avoir plutôt pour ambition de contribuer au bien commun ?

La revue des anciens élèves de l'ENSAE évoque la tendance lourde qui pousse les élèves d'écoles d'ingénieurs ou de commerce ayant choisi l'option finance, à partir nombreux pour l'étranger, notamment pour rejoindre les établissements financiers anglo-saxons.]

**SOCIALISM AND DEMOCRACY**

Vol.22 n°1 march 2009

(Routledge, États-Unis, 214 p., [www.sdonline.org](http://www.sdonline.org))

[Dans son éditorial, le directeur de la revue, Victor Wallis, estime que vingt années après l'effondrement de l'Union soviétique et les proclamations sur la « fin de l'histoire », le socialisme est de retour dans l'agenda politique, y compris aux États-Unis où la situation après l'élection d'Obama peut créer l'ouverture pour des projets radicaux, situation inédite depuis fort longtemps.

Dans un long article Dagmar Barnouw, récemment décédée, montre comment l'équipe Bush a, dans sa « lutte contre le terrorisme », largement utilisé la métaphore de la Seconde Guerre mondiale pour démoniser « l'axe du mal » en l'assimilant au nazisme.

George Katsiaficas compare le mouvement populaire victorieux de Gwangju de 1980 en Corée du Sud qui demeure un modèle d'insurrection en Asie avec celui de Rangoon en Birmanie qui échoua en 2007 et tente de comprendre pourquoi certains mouvements réussissent et d'autres n'y parviennent pas.

Daniel Faber montre de façon détaillée et convaincante comment le « complexe-industriel-pollueur » (chimie, agrobusiness, firmes pétrolières ou minières) colonise l'État en assiégeant à l'aide de ses lobbies les centres de décisions et en finançant des mouvements anti-environmentalistes, des candidats députés, des think tanks spécialisés ou des centres de recherche.

Prenant appui sur une enquête réalisée sur 25 Cubains âgés, David L. Strug montre qu'ils restent attachés aux idéaux de la Révolution cubaine mais que la jeunesse qui n'a pas connu la corruption, le racisme et l'injustice sociale qui régnaient à Cuba avant la Révolution ne possède pas les repères nécessaires pour apprécier de la situation actuelle.]